« Travailleurs de tous les pays unissez-vous » ***Karl Marx***

LA VOIX DES TRAVAILLEURS
Hôpital Public (APHP)

Le 1 septembre 2015

Bilan et perspectives du mouvement des personnels hospitaliers en mai-juin 2015

L'été est encore plus dur que d'habitude pour les personnels à l'hôpital. A la chaleur, aux nombreux morts qui s'y rattachent, s'est rajouté le manque d'effectifs, la surcharge de travail, le manque de repos et de pauses. Et aussi le sentiment général que la direction de l'APHP n'a cessé de se moquer de nous, de poursuivre ses attaques, de profiter de l'été pour mettre en place ses « espaces d'expression et de discussion», dans certains pôles ou services, soi-disant afin d'évaluer quelle serait la réforme acceptable ou souhaitée par les personnels. En réalité pour nous imposer par la fenêtre ce qu'il a été obligé de faire sortir par la porte : sa réforme bidon !

Dans le dernier mouvement des personnels de l'hôpital public de mai-juin dernier, la principale revendication des personnels en grève et en manifestation a été : pas touche aux RTT, retrait du projet Hirsch en totalité, sans amendement ni discussion, pas de négociation. « Ni amendable, ni négociable » a été un slogan de tous les hôpitaux.

Pas question de suppression de nos RTT ! Pas question d'imposer la fin des 35 heures à l'hôpital ! Pas question de modifier les horaires ! Pas question d'une baisse de la masse salariale pour combler les trous financiers dont nous ne sommes nullement les responsables ! Pas question d'accepter de faire des efforts supplémentaires ni en temps de travail, ni en personnels en moins ni d'aucune manière ! Pas question de sauver aucun point de la prétendue « réforme » de Hirsch ! Aucun plan d'économie pour l'hôpital public aux dépens des malades et des personnels !

Les syndicats qui disent nous représenter ont tous répété avec nous : pas amendable et pas négociable tout en passant leur temps à… essayer d'amender et de négocier !!! S'ils ont fini, en juillet, admettre tous avoir échoué et s'être retirés de la table des négociations, SUD et CFDT étant les derniers à le faire, ils n'ont rien admis sur le fond et sont prêts à recommencer à négocier sur une prétendue « bonne réforme » ! Ils refusent d'admettre que, l'Etat français étant en faillite, toute réforme voudra dire des attaques sur les salaires, sur les emplois, sur les conditions de travail, sur les horaires, sur les repos, sur les primes, sur l'organisation du travail, sur tout ! Et pourtant, les dirigeants réformistes des syndicats sont toujours partisans de négocier des réformes !

Dès le départ, on avait compris qu'Hirsch voulait nous attaquer sur toute la ligne : horaires, RTT, primes, équipe, organisation du travail 35 heures et on en passe… Mais l'intersyndicale n'a jamais voulu le comprendre. Elle ne peut qu'espérer à nouveau…négocier après la journée d'action… Ils font la même chose partout : à Radio France, à France Télévisions, à l'AFP, à la SNCF : des journées d'action suivies de négociations bidon ! C'est comme cela que l'intersyndicale avait lanterné le mouvement des retraites de 2010, jusqu'à le faire échouer ! Et ils font partout comme si chaque entreprise publique était un cas à part alors que, dans chacune, les PDG prétendent que les comptes sont dans le rouge pour faire passer des attaques en règle. Tout au long de la lutte des personnels de l'hôpital public comme de Radio France ou de la SNCF, l'intersyndicale a pris toutes les décisions en ne tenant nullement compte des avis des personnels mobilisés et c'est toujours à reculons qu'elle a été contrainte de se retirer des négociations alors que les personnels exigeaient sans cesse qu'on n'y participe pas.

Certains syndicats ont même mené des négociations secrètes avec Hirsch en cachant leurs lieux de réunions pour ne pas être dérangés, en refusant de transmettre des comptes-rendus de celles-ci et les autres syndicats ont toujours refusé de dénoncer ces discussions en catimini.

Le mercredi 17 juin, on nous annonçait encore que *«un dialogue approfondi entre la direction et les syndicats avait repris pendant sept heures (jusqu'à une heure du matin). Un nouveau calendrier a été proposé, sur un ton plus apaisé et constructif et sur de nouvelles bases. C'est une avancée »*, déclarait Rose May Rousseau, secrétaire générale de la CGT. *« Nous avons progressé sur la feuille de route qu'on pourra modifier, les revendications du personnel ont été prises en compte. On espère trouver une issue à ce conflit »*, précisait-elle.

Le 17 juin, la CFDT, après avoir adopté un texte de Hirsch intitulé « Relevé de conclusions », texte également soutenu également par SUD Santé, déclarait : *« Cette réunion du 17 juin a réuni, l'intersyndicale (CGT/ SUD-Santé / CFDT / FO et UNSA) et Martin*

Hirsh et a duré 7 heures. Elle a donné lieu à la rédaction d'un document de sortie de crise intitulé « relevé de conclusions », qui devrait servir de méthode aux échanges de terrains, entre les équipes soignantes et leurs responsables (cadres et médecins)... Le conseil du syndicat CFDT AP-HP a validé ce « Relevé de conclusions » qui marque sa volonté d'entrer dans une phase de dialogue social authentique à l'AP-HP. »

Le syndicat SUD écrit dans un tract, intitulé "Pour en finir avec le fantasme de la trahison", qu'il serait inadmissible de parler de « trahison » de l'intersyndicale ou des syndicats mais toute son attitude démontre le contraire. Le 24 juin, dans son communiqué, Sud Santé affirmait que, dans le « relevé de conclusions » de Hirsch soutenu par CFDT et SUD, Hirsch aurait « reconnu l'ampleur du mouvement social dans l'institution, et l'intersyndicale comme interlocuteur ». SUD considérait seulement qu'elle doit *« ouvrir encore plus le texte »*, le fameux « relevé de conclusions »…

« SUD Santé souhaite ouvrir plus encore le texte, définir le calendrier de la première phase, coucher sur papier les critères de choix des services en difficulté, définir plus précisément l'étude d'impact... Si les avancées sont réelles, beaucoup reste à préciser... Contraint de revoir sa copie sous la pression de la rue, Hirsch propose un relevé de conclusions où il reconnaît l'ampleur du mouvement social dans l'institution, et l'intersyndicale comme interlocuteur. Il est surtout poussé à reconsidérer son calendrier et dans le meilleur des cas ouvrir des négociations au plus tôt en octobre prochain. » écrivait SUD.

«Nous sommes prêts à discuter d'une véritable réduction du temps de travail avec des embauches» et « négocier sur la base de nos revendications, pas sur celles de M. Hirsch», a déclaré la dirigeante CGT Santé Rose May Rousseau. Le 18 juin, Sud Santé écrivait : *« Nous SUD Santé sommes prêts à discuter avec lui (Hirsch). »* En tout cas, les manifestants refusaient de négocier et tous les syndicats ainsi que l'intersyndicale n'avaient à la bouche que le mot de négocier !!!

Et le jeudi 18 juin, les syndicats rejoignaient encore Hirsch pour… reprendre les négociations comme le constataient les manifestants rassemblés à la place Victoria qui se sont retrouvés en train d'attendre… très longtemps, trop longtemps, les responsables syndicaux en train de négocier pendant des heures avec Hirsch alors que les manifestants leur criaient leur révolte : *« Pas la peine d'y rester des heures pour dire à Hirsch qu'on ne veut pas de sa réforme ! »* L'attente continuant malgré les huées et les responsables syndicaux poursuivant leurs blabla avec Hirsch, le slogan de *« Intersyndicale trahison ! »* ou *«négociations, trahison ! »* a été lancé par les manifestants ! Les syndicats n'en sont pas moins restés à bavarder avec Hirsch !!!

Ce n'est pas parce que l'intersyndicale regroupe les syndicats CGT, CFDT, FO, Sud, Unsa, CFE-CGC, qu'elle a le droit de décider à notre place, de négocier à notre place, de céder sur ce qu'on ne veut pas céder, de parler en notre nom sans nous consulter !

Depuis le début de la mobilisation, il n'a pas été proposé par l'intersyndicale d'assemblée générale inter-hôpitaux. Pourtant, cela nous semblait nécessaire, important, indispensable même. Cela aurait été la moindre des choses d'en tenir une pour débattre ensemble de nos méthodes de lutte. Il est important pour nous de discuter entre nous, de décider ensemble, de créer des liens entre nous. C'est ce qui manque le plus aux luttes actuelles : ne pas avoir établi des jonctions entre elles.

Rappelons que la dernière fois que nous avons pu remporter une victoire, lors du mouvement débuté à la SNCF en 1995, ce qui a obligé le gouvernement Juppé à reculer, c'est que des assemblées générales interprofessionnelles se tenaient et le gouvernement a cédé dès qu'il a appris que des pans du secteur privé voulaient commencer à rejoindre le public en grève. Le mouvement des fonctionnaires de 1995 a mené à un réel recul du gouvernement (chute de Juppé et retrait du projet de flexibilité du travail). Mais, même en 1995, sans suivre la politique des syndicats, on aurait pu aller beaucoup plus loin en nous organisant nous-mêmes et c'est une trahison syndicale qui a arrêté le mouvement social qui pouvait faire bien plus que supprimer la flexibilisation du travail... Si la trahison de la CGT avait pu imposer l'arrêt du mouvement, c'est parce que les salariés n'étaient pas organisés en comités de grève et, malgré les AG interpro, ne dirigeaient pas entièrement leur grève…

Aujourd'hui, alors que différents secteurs du service public sont attaqués comme l'Education nationale, la SNCF, la recherche, Radio France, France Télévisions, l'AFP, les crèches, sans parler de toutes les entreprises privées où des milliers de salariés sont jetés à la porte avec des fermetures de sites, de services, etc, les syndicats se gardent d'appeler à une mobilisation commune, à une grève reconductible tous ensemble et à des assemblées générales interprofessionnelles, pourtant les seules qui pourraient véritablement menacer le gouvernement et les classes dirigeantes et les contraindre à reculer…